



LE MOUVEMENT DE 68 A TOULOUSE ET DANS SA REGION

CONTEXTE UNIVERSITAIRE

Toulouse fut la première ville de Province à être dotée d'une Université. La création de celle-ci remonte en effet au 12 avril 1229, date à laquelle le Traité de Meaux (aussi dénommé Traité de Paris) oblige le comte de Toulouse vaincu Raymond VII à faire allégeance au roi Louis IX, l'une des clauses du document prévoyant l'instauration de facultés. Surtout réputée pour ses formations de droit et de théologie, et son quartier latin situé en plein cœur de la cité, entre Saint-Sernin, la rue du Taur et ce qui deviendra le quartier de l'Arsenal et des Sciences sociales, Toulouse jouit d'une popularité plutôt flatteuse dès le Moyen-Âge, même si ses étudiants sont parfois jugés trop turbulents. À la Révolution, l'université disparaît, comme toutes ses homologues en France. Napoléon la rétablit, mais c'est surtout avec la IIIe République que l'université retrouve de son éclat. Le nombre d'étudiant-e-s croît alors régulièrement : d'un millier en 1886, on passe à 2 600 en 1913, environ 10 000 à la Libération, 30 000 en 1962 et 33 000 en 1967-68. Après la Seconde Guerre mondiale, les bâtiments se font trop petits, à Toulouse comme ailleurs. Au cours de la décennie 1960, le phénomène s'amplifie. C'est la raison pour laquelle la faculté de science s'implante sur le vaste campus scientifique de Rangueil dès le milieu des années 60, et que le projet de déplacer la faculté de Lettres dans la ZUP du Mirail est adopté dès 1965.

Les bancs des universités se popularisent aussi de plus en plus : en 1968, on dénombre ainsi 60 % d'étudiant-e-s issu-e-s des classes moyennes, mais aussi 10 % venant d'un milieu ouvrier ou

paysan. Le nombre de ces dernier-e-s a d'ailleurs été multiplié par 40 depuis l'après-guerre !

Mais les problèmes étaient nombreux : outre le manque de locaux et de personnels d'encadrement, la sélection sociale était forte, et le taux d'échec très d'important. 75 % sortaient de leur faculté sans diplôme. En Sciences, la réussite n'était que de 13 % ; en Lettres, seul un quart des 1eres années parvenait à décrocher une licence, et un dixième réussissait au concours du Certificat d'études supérieures. De fortes disparités s'observaient entre origine sociale ; l'étude menée sur dix ans par le géographe Bernard Kayser et le sociologue Paul de Gaudemar et publiée en 1967 indique ainsi que les enfants de patrons et de cadres supérieurs connaissent un taux de réussite voisin de 41-42 %, celles et ceux de cadres moyens ou d'employés avoisinant les 30 à 32 %. En revanche, on tombait à une fourchette comprise entre 11 et 13 % pour les étudiant-e-s originaires d'une famille de paysans et d'ouvrier-e-s agricoles, et à un taux plus bas encore (7 à 9 %) pour les filles et fils d'ouvrier-e-s. Le fossé était donc important entre les plus aisé-e-s et les milieux populaires et prolétaires, même si les inégalités étaient moins creusées à Toulouse qu'à Paris ou dans d'autres grandes villes.

Le caractère « couperet » des examens était par ailleurs mal vécu par nombre de candidat-e-s, qui jouaient gros, surtout celles et ceux ayant peu de revenus, les « années joker » n'existant alors pas pour les bourses...

CONTEXTE SOCIAL

D'un point de vue matériel, l'après-guerre avait vu une certaine amélioration en termes d'offre de logement social, grâce à l'obstination des étudiant-e-s, qui avaient réussi à obtenir la construction de la cité U de Daniel-Faucher sur l'Île du Ramier après plusieurs années de revendications, ainsi que la réalisation d'un restaurant universitaire géré par les étudiant-e-s, situé d'abord rue des Lois, puis rue de l'Esquile. Plus largement, la construction de HBM avant-guerre (Grand Rond, Férétra, Saint-Roch), et après 1945 de HLM à Empalot, Roguet (1957), puis dans les quartiers périphériques du sud-ouest de la ville (Faourette, Fontaine-Lestang, Mirail...) montrait un certain effort des puissances publiques pour loger décemment le plus grand nombre, même si les choses étaient loin d'être idylliques. Que l'on songe par exemple au quartier Saint-Cyprien, un faubourg populaire encore misérable dans les années 1950, et que les inondations de 1954 et le rude hiver 55-56 avaient durement éprouvé. L'urbanisation de la ville et son extension résultaient de l'industrialisation et de l'expansion économique d'après guerre. Cité méridionale de petits

commerçants et d'artisans entourée de cultivateurs et de paysans, Toulouse comptait aussi beaucoup d'ouvrier-e-s, ce que l'on occulte souvent. Sans remonter aux travailleurs des moulins du Château Narbonnais en service dès le XIIe siècle, ou à la Ferme générale de culture de tabac sise rue de la Pomme (1674-1791), nous pouvons ainsi rappeler que la ville connaît un relatif essor industriel au XIXe siècle, qui se traduit par les ateliers de l'Arsenal (ouverts dès 1792 à l'emplacement du couvent des Chartreux), la filature de coton Boyer-Fonfrède à la Daurade (1792-1908), les abattoirs (construits à Saint-Cyprien en 1828-1831), les Ateliers nationaux en 1848, la multiplication des brasseries (usines de fabrication de la boisson) entre la fin de la Monarchie de Juillet et la Belle Époque, la Poudrerie (dès le XVIIe sur l'île de Tounis, puis sur l'île du Ramier à partir de 1852, devient la SNPE en 1972), la Cartoucherie (1897), les gazomètres (de 1859 à 1954)... Pensons aussi à l'émergence des chemins de fer à partir de 1856 (dépôt de Matabiau, puis gare de marchandise de Saint-Cyprien, triage de Saint-Jory, gare Raynal),

et à la persistance de métiers liés à la Garonne et aux canaux (le canal de Brienne date de 1776, le canal latéral à la Garonne de 1856). On peut également songer aux Halles modernes de Victor-Hugo et des Carmes, inaugurées en 1882 et qui emploient beaucoup de main d'œuvre. Le Marché d'intérêt national de Lalande ouvrira pour sa part ses portes en 1963, six ans avant Rungis. Ouvrières et ouvriers se retrouvent aussi dans les usines de matériel agricole des frères Amouroux (1883, 400 ouvrier-e-s en 1893, transférées en 1921 dans le quartier qui prendra leur nom), la centrale électrique du Bazacle (1888), l'entreprise de papier à cigarette Job (usine et entrepôt rue Claire-Paulhac, puis aux Sept-Deniers dans les années 1930), la Manufacture des Tabacs (1888-1979), les imprimeries Sirven (rue de la Colombette à partir de 1893), les Ferronneries du Midi aux Ponts-Jumeaux (jusqu'à 800 ouvriers dans l'entre-deux-guerres), l'usine hydroélectrique (1922) et le centre d'incinération d'ordures ménagères du Ramier (1928, dite

« l'usine à gadoues »), l'usine élévatoire des eaux d'Empalot (1932). Citons encore l'ONIA (Office national des industries de l'azote, né en 1924, devient l'APC en 1967, puis Grande Paroisse et AZF, route d'Espagne), et bien évidemment le secteur aéronautique, présent dans la Ville rose dès la Première Guerre mondiale, puisque Latécoère ouvre sa première usine d'avions à Montaudran en 1917-1918 (site racheté par Bréguet) avant de déménager à Périole en 1939. Émile Dewoitine s'installe de son côté dès 1920-21 aux Minimes (site de Saint-Éloi), puis s'implante à Saint-Martin-du-Touch ; son entreprise deviendra la SAF (Société aéronautique française), puis nationalisée, la SNCAM (1937), la SNCASE (1941), Sud Aviation (1957), la SNIAS (1970, l'« Aérospatiale »), et enfin EADS (1999-2000). Enfin, dans les quartiers urbanisés dans les années cinquante et soixante, de nouvelles zones industrielles apparaissent, telle la ZI de Baluffet à Lardenne.

CONTEXTE SYNDICAL ET POLITIQUE

En 1789, Toulouse connut sa première insurrection révolutionnaire dès le 27 juillet. La Révolution, qui entraîna notamment la suppression du capitoulat, fut menée tambour battant, surtout en 1793-1794. Au cours du XIXe siècle, la ville connaît plusieurs effervescences révolutionnaires, à l'image de Paris et d'autres grandes villes. En 1830, le drapeau tricolore est arboré au Capitole. En 1843, le procès du « complot communiste » tenté par 12 disciples d'Etienne Cabet connaît un fort retentissement. Le peuple de Toulouse est également aux avant-postes en 1848. Vingt-trois ans plus tard, une éphémère Commune de Toulouse voit le jour, proclamée le 25 mars au balcon de l'Hôtel de Ville par Armand Duportal. Avec la IIIe République, le degré de politisation et de syndicalisation de la classe ouvrière augmente. En 1878, une Union des syndicats d'ouvriers voit ainsi le jour à Toulouse. Une première bourse du Travail est créée dès 1889 rue des Couteliers, avant d'être transférée place Saint-Sernin en 1892 (nouveaux locaux inaugurés par Jaurès). Un syndicalisme de lutte combatif se développe alors dans le Midi toulousain. De grandes grèves souvent en lien avec des mouvements nationaux ont lieu en 1891, 1910 et 1917. Et n'oublions pas les grèves minières d'Aubin dans l'Aveyron en 1869 (durement réprimées : 17 morts), ni celles de Decazeville (1886) et de Carmaux (1869, 1883, 1892, 1900, 1902, 1948) dont l'impact politique et social dépasse de loin les frontières de la région. Mentionnons aussi la grève de la verrerie d'Albi en 1895, le mouvement des vigneron-ne-s en 1907, la grève des ouvrier-e-s du délainage à Mazamet en 1909, celle des travailleuses/travailleurs de la ganterie à Millau en 1934, ou encore la lutte des mineurs de Decazeville en 1961-62.

En février 1934, les grandes grèves antifascistes rassemblent 140 000 personnes dans les rues de Toulouse. Deux ans plus tard, un nombre important de travailleuses et travailleurs des usines d'aviation, des tramways et de la confection, entre autres, font grève pour obtenir les congés payés et les 40 heures. A la fin de la Guerre d'Espagne, la ville rose accueille une grande

partie des républicains et des anti-franquistes espagnols contraint-e-s à l'exil.

Sous l'Occupation, beaucoup de résistant-e-s français-e-s et étranger-e-s issu-e-s des milieux populaires combattent les nazis et le régime de Vichy. S'y côtoient antifranquistes espagnols, antifascistes italiens (Silvio Trentin), et FTP MOI tels Marcel Langer, exécuté à la prison Saint-Michel en 1943, et dont les dernières lettres attestent de la portée de son engagement : « Je suis fier d'avoir donné la moitié de ma vie pour la libération de la classe ouvrière. Il ne faut pas perdre courage. Nous allons rapidement vers des changements qui amèneront inévitablement à la réalisation de nos idéaux et aspirations. Le lendemain nous appartient et il n'y a pas de force qui pourrait nous le ravir. » ; « Si je dois mourir, j'affronterai la mort comme un ouvrier révolutionnaire doit le faire dans ses dernières minutes. » De nombreux cheminots participèrent à des sabotages de voies et de convois. De même, des travailleurs de l'aéronautique et de la Poudrerie n'hésitèrent pas à endommager leur propre usine pour ralentir et contrer l'effort de guerre nazi et vichyste, souvent au péril de leur vie. D'autres, des résistant-e-s communistes surtout, employèrent l'attentat ciblé et l'exécution de dignitaires du régime pour lutter contre l'occupant. Certain-e-s y laissèrent la vie, comme Rosine Bet. Beaucoup connurent la torture ou la déportation, ou furent exécuté-e-s sommairement, quelle que soit leur obédience politique : François « Forain » Verdier, Louis Pellissier dit « Carton », Jean Micoud, Marcel Taillandier dit « Morhange » notamment, ainsi qu'une grande partie du maquis de Saint-Lys.

A la Libération, les journaux anglophones surnomment Toulouse « La République rouge du Midi »... Après guerre, syndicats et partis politiques progressistes sont toujours bien représentés dans le Midi toulousain. La lutte contre les guerres d'Indochine puis d'Algérie mobilise ainsi beaucoup de militant-e-s anticolonialistes.

LES EVENEMENTS DE 68 A TOULOUSE :

Une université critique et populaire

Les menaces de retour à la sélection, avec la réforme Fouchet, combattue dès 1966, étaient prises très au sérieux par les étudiant-e-s, l'instauration d'un examen à l'entrée de l'université étant projetée par le gouvernement.

Les grévistes ont défendu une « Université critique » pour remettre en cause l'autoritarisme et l'utilisation de l'institution universitaire par la bourgeoisie et le pouvoir. A rebours de tout élitisme, c'est aussi une université populaire qui est défendue : ainsi s'expliquent les journées « portes ouvertes » et l'accueil des travailleuses et travailleurs dans les sites universitaires en grève. Les étudiant-e-s luttent contre le système méritocratique perpétué pour le seul bénéfice des plus favorisés, ceux que Bourdieu et Passeron nommaient les « héritiers » dès 1964. Par ailleurs, une étude menée sur l'origine sociale des principaux protagonistes du mouvement du 25 avril dément le cliché bien établi selon lequel les étudiant-e-s impliqué-e-s en

68 étaient toutes et tous des rejetons de la bourgeoisie : la plupart sont en effet originaire de familles ouvrières, paysannes ou d'employé-e-s. Sur l'ensemble de l'échantillon représentatif étudié, seul un étudiant venait de milieu bourgeois...

Il faut par ailleurs le souligner, l'autonomie de l'université revendiquée par les manifestant-e-s d'alors est aux antipodes des lois successives d'autonomie des universités de 1968, 1984 et 2007 ! Dans l'esprit des étudiant-e-s grévistes de 68, cela signifiait avant tout le rejet de tout assujettissement du savoir et de la recherche au pouvoir ou à des intérêts privés. Le refus d'une université sous la coupe réglée du patronat et des entreprises était déjà très présent à l'époque. Le pouvoir n'a donc fait que reprendre un terme, mais pour le détourner de sa signification d'origine et se l'approprier.

Face à la répression

Dès le 23 avril, les autorités universitaires utilisent le chantage à la police pour tenter d'empêcher un meeting contre la guerre du Vietnam et la répression dont le leader étudiant allemand du SDS Rudi Dutschke, qui venait d'être blessé dans un attentat, est alors un symbole. En réaction, 400 étudiant-e-s de la faculté de Lettres occupent l'amphi Marsan et constituent ce qui deviendra le Mouvement du 25 avril, le M25A, en référence au Mouvement du 22 mars né à Nanterre. Les étudiant-e-s sont délogé-e-s le soir même par la police, et doivent affronter dans la rue et aux abords de l'université les attaques de groupuscules fascistes armés de planches, de barres de fer et de matraques, qui feront 4 blessés, dont l'un devra être hospitalisé à Purpan. L'université décrète de son côté l'interdiction de toute réunion jusqu'au 1er juin.

Les briseurs de grève ne prennent d'ailleurs jamais de gants : la FET (Fédération des Étudiants de Toulouse), corpo droitière, appelle ainsi publiquement à réprimer les agissements des « terroristes » étudiant-e-s dès le 24 avril. Plus tard, le 7 mai, la FET tente une incursion provocatrice dans la faculté occupée pour protester contre les « gauchistes » du M25A et l'« université critique ». Comme par hasard, trois cars de CRS patrouillent à Saint-Sernin... Ceux-ci chargent d'ailleurs violemment étudiant-e-s, enseignant-e-s et même de simples passants quelques heures plus tard. La répression policière sera d'ailleurs assez présente à Toulouse, quoi qu'en dise la version « officielle » des événements, qui colporte une image de gentil happening « festif » peu en phase avec la brutalité des groupuscules droitiers et des

forces de police... Le rejet de la répression est d'ailleurs l'une des revendications du M25A. La grève étudiante se terminera du reste par l'irruption des CRS dans l'université de Rangueil le 8 juillet.

Du côté des entreprises et des usines, les travailleuses et travailleurs en lutte doivent aussi faire face aux briseurs de grève et à diverses tentatives de déstabilisation et de division. Des ouvrier-e-s sont ainsi sanctionné-e-s pour fait de grève ou menacé-e-s de licenciement. Heureusement, la solidarité et le rapport de force obtenu au plus fort de la grève permet de faire reculer les patrons dans la plupart des cas.

C'est ainsi que la menace d'exclusion de deux délégués du personnel de l'usine Duc et Méric « coupables » d'engagement syndical aux yeux de leur direction suscite très rapidement une vague de réprobation dans la région, et un réel mouvement de solidarité s'engage pour soutenir les deux ouvriers. Les étudiant-e-s du M25A rédigent un tract à ce propos, intitulé « A la Fac à l'Usine même État bourgeois même répression » et dont le contenu mérite d'être cité au moins en partie : « Ces 2 délégués renvoyés s'ajoutent à la longue liste des ouvriers victime de l'arbitraire patronal. Réclamant la réintégration immédiate de leurs camarades, les travailleurs du bâtiment décident la grève. Notre lutte, comme celle des ouvriers, doit, en permanence, s'exercer contre le pouvoir bourgeois. A notre tour solidaires des travailleurs, manifestons avec eux... » Les deux ouvriers finiront d'ailleurs par obtenir gain de cause assez vite en raison du soutien des étudiant-e-s et des autres travailleuses et travailleurs en lutte.

Convergence des luttes et conscientisation

Loin de rester replié-e-s sur leur fac, les étudiant-e-s esquissent très vite un front commun avec les enseignant-e-s et les autres travailleurs/travailleuses universitaires, mais aussi avec les ouvrier-e-s et les paysan-ne-s. Des liens concrets sont établis dès le courant du mois de mai. Le M25A de la fac de Lettres, associé à la faculté de sciences, aux lycéen-ne-s de Fermat et aux élèves des Beaux-Arts, participe ainsi au CLEOP : comité de liaison étudiants, ouvriers et paysans. Réciprocité et entraide sont de mise. Des collectes de soutien sont ainsi organisées avec le soutien d'agriculteurs de la région. Des redistributions de nourriture sont réalisées, notamment au bidonville de Bordelongue.

Par ailleurs, des piquets de grève communs étudiant-e-s/travailleuses/travailleurs furent tenus de manière récurrente en mai et juin. Etudiant-e-s et militant-e-s du monde ouvrier coopèrent de façon fructueuse. Le 16 mai, des ouvrières et ouvriers de Duc et Méric sont convié-e-s à débattre avec les étudiant-e-s à la fac de Lettres. Le 19, ce sont des grévistes du centre de tri postal de la gare Matabiau qui se rendent à l'université. Puis, le 24 mai, lors de la « prise » de la mairie de Toulouse par une foule de manifestant-e-s, travailleuses et travailleurs sont de la partie aux côtés des étudiant-e-s. La solidarité s'exerçait aussi face à la répression. Ainsi, après l'attaque de la faculté de Lettres perpétrée par des droitiers le 31 mai, des ouvrier-

e-s de Sud-Aviation se proposèrent d'aider les étudiant-e-s à assurer une vigilance militante de soutien pour éviter la répétition de ce genre d'agression. Et rappelons l'importance des échanges suscités par les journées « portes ouvertes » organisées dans l'université de Lettres. Des réunions communes auront aussi lieu le 17 entre des étudiant-e-s et une centaine d'ouvrier-e-s de Sud-Aviation. A la faculté des sciences de Rangueil, elle aussi très impliquée, plusieurs AG et réunions laissent également la parole aux non étudiant-e-s.

La grève du printemps 68 permet aussi à beaucoup de travailleuses et travailleurs de prendre conscience de la nécessité de défendre leurs intérêts et de s'organiser. Une partie non négligeable d'entre elles et d'entre eux s'investit même dans la construction d'un syndicat au sein de son entreprise. Ainsi, un ancien militant de la CGT se souvient encore d'avoir vu pendant le mouvement 70 salariées d'une société d'informatique se mobiliser pour monter une section syndicale de lutte, alors que leur entreprise ne leur laissait jusqu'alors aucune possibilité d'expression revendicative. Parties de rien, elles parvinrent pourtant à leurs fins à force de courage et d'investissement militant. Cette anecdote significative nous rappelle donc que l'action collective concertée et organisée finit toujours par payer, qu'il s'agisse d'un mouvement étudiant, d'une grève ouvrière... ou des deux à la fois !

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BALDUCCI (Roberta), « Mai 68 sur Toulouse », mémoire de maîtrise soutenu le 11 octobre 2002 à l'Université de Toulouse II-Le Mirail sous la direction de Jean RIVES, disponible en ligne sur le site alain.alcouffe.free.fr.

ESTÈBE (Jean), Toulouse 1940-1944, Paris, Perrin, 1996.

FAURÉ (Christine), « Mai 1968 à Toulouse : le Mouvement du 25 Avril », Matériaux pour l'histoire de notre temps, Paris, année 1988, volume XI, numéro 11, P. 200-204, disponible en ligne sur Persée.

SALIÈS (Pierre), Dictionnaire des rues de Toulouse, Toulouse, Milan, 1989 (2 volumes).

SANTIER (Gérard, dir.), Le Dictionnaire de Toulouse, Toulouse, Loubatières, 2004.

25 Avril, journal du mouvement étudiant toulousain.

AGET - Fédération Syndicale Etudiante



Arsenal : local au 3ème étage de l'IEP
aget.arsenal@gmail.com

Mirail : local face à l'UFR SES
aget.mirail@gmail.com

Rangueil : bât. 1A, à côté de l'amphi Fermat
aget.rangueil@gmail.com

www.aget-fse.fr

aget.fse@gmail.com